

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

L'humanité ne se définit pas seulement par ce qu'elle
crée, mais aussi parce qu'elle choisit de ne plus
destruire

Dossier spécial sur le sommet de Copenhague

- International -

Date de mise en ligne : dimanche 20 décembre 2009

Démocratie & Socialisme

Le sommet de Copenhague fait l'objet d'une couverture médiatique exceptionnelle. A droite, comme à gauche, tout le monde semble mobilisé par cet évènement politique planétaire. Comme si la perception de la possible finitude du monde permettait de dépasser les clivages politiques. C'est d'ailleurs la lecture proposée par Le Figaro : « l'écologie, par delà les clivages politiques » [1]. Cette présentation médiatique complaisante efface le fait que ce sont bien les développements de l'économie capitaliste qui ont conduit le monde à cette situation. Les contradictions de ce système seront des obstacles forts pour trouver de réelles solutions. Comme toute question politique, la question environnementale n'existe pas de manière « abstraite » mais est la traduction concrète d'affrontements d'intérêts contradictoires.

LA QUESTION ENVIRONNEMENTALE S'IMPOSE DANS L'AGENDA POLITIQUE A gauche, la question environnementale rencontre généralement deux types d'attitudes : les « passionnés », qui y voient la lutte politique fondamentale du XXI^e siècle, et les « agacés », par cette folie médiatique qui fait oublier à certains la réalité sociale. La question environnementale devrait pourtant mobiliser tout le monde car il y a bien une évolution problématique du climat.

Les travaux du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) montrent qu'une hausse des températures est prévisible dans les années à venir et que cette hausse résulte très probablement de l'augmentation du CO₂, fruit de l'activité humaine. Les concentrations de gaz carbonique dans l'atmosphère ont en effet augmenté très fortement avec le développement du capitalisme : 379 ppm [2] en 2005 contre 280 ppm avant l'ère industrielle (1750). C'est donc principalement le résultat de l'activité économique des pays dits « développés ». Le GIEC constate que le réchauffement du système climatique s'observe concrètement : à travers l'accroissement accéléré des températures moyennes mondiales de l'atmosphère (la vitesse moyenne du réchauffement au cours des cinquante dernières années - 0,13°C par décennie - est environ le double de ce qu'elle a été sur les cent dernières) et de l'océan, la fonte généralisée de la neige et de la glace, et l'élévation du niveau moyen mondial de la mer (+17 cm au cours du XX^e siècle). Une augmentation du nombre des cyclones tropicaux intenses est observée depuis 1970.

Pour le GIEC, les impacts du changement climatique se traduiront dans au moins cinq domaines : des phénomènes climatiques aggravés, un bouleversement de nombreux écosystèmes, des crises agricoles, des dangers sanitaires, des déplacements de population (en lien avec la hausse du niveau des océans).

Si la majorité des scientifiques se sont ralliés à l'analyse générale du GIEC, il faut souligner cependant l'existence d'une minorité scientifique qui postule que le réchauffement climatique est une évolution naturelle cyclique et qui n'a rien à voir avec la hausse du CO₂. Il n'est jamais évident pour le politique de se positionner dans un débat scientifique mais force est de constater que les travaux du GIEC font l'objet d'une large approbation dans la communauté scientifique. De plus, même une partie de ceux qui contestent le lien de cause à effet « CO₂ - réchauffement climatique », ne conteste pas l'existence de ce réchauffement et des dangers qu'il comporte.

De toute façon, la question environnementale ne peut être réduite à une question de carbone et de réchauffement climatique. D'abord parce que les gaz à effet de serre (GES) sont constitués de rejets de dioxyde de carbone (CO₂) (77 % des émissions anthropiques totales en 2004), mais aussi de méthane (CH₄), de protoxyde d'azote (N₂O) et de différents gaz frigorigènes (HFC, PFC et SF₆). Ensuite, parce qu'un des grands défis pour le système économique sera de trouver des alternatives face à des ressources naturelles en cours d'épuisement à court / moyen terme. Également, parce que la biodiversité est mise à mal par l'exploitation acharnée des espaces ruraux à certains endroits de la planète. Enfin, parce que tous ces problèmes environnementaux (pollution atmosphérique mais aussi de l'eau et de la terre) mettent en péril la santé des individus sur cette terre. Il y a donc bien une question environnementale incontournable à l'agenda politique de ces prochaines années.

QU'ATTENDRE DE LA CONFÉRENCE DE COPENHAGUE ?

Pour limiter l'emballement de la machine climatique, les scientifiques recommandent de limiter le réchauffement moyen de la planète de 2°C. La réussite du sommet de Copenhague sera donc jugée sur cette capacité qu'auront les négociateurs à engager leurs États en faveur d'objectifs de réduction de gaz à effet de serre, sur les outils mis en oeuvre pour y arriver et les moyens pour contrôler la réalité de la mise en oeuvre.

Mais ce n'est pas la première fois qu'il y a un sommet mondial. Il y a déjà eu Kyoto notamment. Or, les résultats sont pour le moins « mitigés ».

A ces conférences, les représentants de chaque pays défendent les intérêts de leurs grandes entreprises nationales. Or, voilà qu'on demande à ces mêmes « grands dirigeants du monde » de trouver un accord sur le climat, ce qui reviendrait à établir des règles écologiques sur la production. On demande donc à ceux qui ont déréglementé l'économie mondiale d'établir de nouvelles règles. Et ces règles pourraient même devenir des contraintes sur la rentabilité des entreprises. Alors d'emblée, si les grands dirigeants affichent des « intentions », il ne faudrait pas non plus que ces accords nuisent à la compétitivité des économies de leur pays.

Certes, l'Union Européenne s'est déjà engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 % d'ici 2020, et de 30 % si un accord international peut être trouvé. Les engagements européens, pourtant encore insuffisants, sont dépendants de la lutte économique avec les autres blocs de l'économie capitaliste mondiale.

Obama, quant à lui, semble vouloir d'un accord mondial mais se trouve dans une situation précaire, pris dans les contradictions du modèle de développement de son pays. La seule reconnaissance du changement climatique est déjà considérée comme une avancée ! B. Obama doit affronter les « lobbys » des grandes entreprises qui ont, pour une part, financé sa campagne électorale. Il a également fort à faire avec le congrès américain qui ne votera pas facilement des restrictions au productivisme étatsunien.

Que dire aussi de la Russie (et de l'ancien bloc soviétique), seul bloc de pays au monde à avoir baissé de manière substantielle ses émissions de GES depuis 1990. En effet, entre 1990 et aujourd'hui, il y a eu le démantèlement de l'économie de l'URSS, et le volume de production a chuté d'environ 30 %, autant que leurs émissions de GES.

Enfin, les économies de tous les pays qui se développent à grande vitesse, l'Inde, la Chine en tête deviennent aussi polluantes que les États-Unis (bien que la pollution par habitant reste plus de 10 fois moindre). C'est pourquoi la Chine, acteur incontournable de Copenhague du fait de la nouvelle envergure de son économie, veut bien d'un accord... s'il n'est pas chiffré. Ou bien, s'il est chiffré, qu'il ne soit pas contraignant. Autrement dit, si les objectifs de réduction d'émission de GES ne sont pas atteints, il n'y aura aucune sanction. Cela peut revenir à « je m'engage... à pas grand-chose » .

Avant même que la conférence ne débute, il semble donc assez hypothétique d'aboutir à un accord qui réponde aux enjeux posés par le groupe d'experts du GIEC.

ASSEZ DE LA CROISSANCE VERTE !

La crise environnementale impose une restructuration complète de la production. Mais les grands sommets internationaux (G8, G20, OMC...) se traduisent systématiquement pour l'instant par des accords de renforcement de

la mondialisation néolibérale. C'est pourquoi la « croissance verte » risque bien de n'être qu'une simple transformation de façade du capitalisme financier. Il suffit de voir l'évolution rapide des stratégies de communication : tous les produits deviennent « verts », la même voiture autrefois rapide et confortable est aujourd'hui « écolo », et même Mc Donald a désormais un logo vert !

La croissance verte n'est alors qu'une nouvelle étape de la marchandisation du monde. Les instruments dont se sont dotés les États jusqu'à présent en sont une illustration parfaite. Le protocole de Kyoto a permis de mettre en place un grand marché du carbone sous la forme d'un marché de droits d'émissions et d'un marché d'échange de crédits d'émission. C'est une extension de ces marchés qui est visé à Copenhague, notamment avec un développement spécifique pour traiter de la déforestation. C'est en fait une nouvelle étape dans le fonctionnement de la concurrence capitaliste qui se joue au niveau mondial : les grands groupes cherchent à maîtriser aux plus vite la gestion de nouvelles énergies. Les firmes multinationales élaborent de nouvelles stratégies. Profiter au maximum de leur quasi monopole sur les marchés actuels en exploitant au maximum les ressources, pour pouvoir, une fois que ses ressources ne seront plus exploitables, basculer sur les nouveaux marchés « verts ». Elles cherchent également à devenir propriétaires de nouvelles ressources naturelles (labellisation de plantes appartenant au patrimoine de certaines civilisations) pour préparer de futurs monopoles sur ces marchés au fort potentiel de croissance.

LIER L'ÉCOLOGIE ET LE SOCIAL : UNE VERSION RENOUVELÉE DU SOCIALISME

« La simultanéité de l'explosion des déséquilibres financiers, sociaux, agricoles, écologiques, n'est pas un hasard, mais le signe des limites atteintes par un système qui a imposé la logique de rentabilité à court terme à l'ensemble des sociétés au profit d'une minorité, et qui a soumis ou tenté de soumettre l'ensemble des champs de la vie sociale à la logique de profit ».

Pendant longtemps la nature fut une donnée pour les êtres humains. De l'histoire de la nature, l'homme était exclu. Le développement de l'activité humaine modifie aujourd'hui le fonctionnement même de la nature : les humains deviennent producteurs de l'histoire de la nature... et peut-être même de sa fin. La question environnementale est une façon nouvelle mais répétée d'interroger le modèle de production de nos sociétés capitalistes. Nouvelle, car est posée la finitude de notre monde. Il ne s'agit pas d'un catastrophisme millénariste, mais la poursuite et la généralisation du modèle économique des pays développés n'est pas soutenable (5 planètes, c'est ce qu'il faudrait à l'humanité si tout le monde adoptait le mode de production des États-Unis).

Face à cela, la prise de conscience des individus est nécessaire mais loin d'être suffisante. Il faut prendre garde aux discours moralisateurs qui tendent à rendre responsables les individus des dégâts d'un système économique qui ne profite qu'à quelques-uns. Ainsi, quand le député vert Yves Cochet défend l'idée d'une réduction des allocations familiales à partir du troisième enfant, on voit bien les dérives qui se préparent et qui empêcheront de trouver de réelles solutions. Ce n'est pas en limitant le nombre d'enfants en France qu'on construira une nouvelle politique environnementale ! De même, la fiscalité écologique peut-être un outil intéressant, si ce n'est pas, comme en France, un outil de taxation des consommateurs (donc des salariés) au profit des entreprises. Sous couvert d'urgence climatique, ce sont des mesures d'injustice sociale qui sont en préparation, et qui en plus ne résoudront pas les problèmes environnementaux !

Il est temps de reconsidérer les liens entre la nature et l'homme. Par exemple, le travail le dimanche est non seulement une catastrophe sociale à l'efficacité économique douteuse, mais également un danger environnemental. Des usines, des lieux de travail, des commerces ouverts tous les jours, c'est toujours plus de consommation d'énergie.

Aujourd'hui, l'économie est devenue une fin en soi, qui utilise la terre et les hommes comme des outils à sa disposition pour maximiser la production de plus-value. Répondre à la question environnementale, c'est en fait répondre également à la question sociale par une action politique commune visant à renverser la pyramide capitaliste : l'économie ne doit plus être une finalité mais retrouver sa place d'outil, développé dans la sphère naturelle, en vue de satisfaire de façon pérenne des besoins humains réels.

PROPRIÉTÉ PUBLIQUE ET RELOCALISATION DES ACTIVITÉS DE PRODUCTION !

L'urgence environnementale impose la construction de nouveaux outils collectifs qui seront également des instruments de justice sociale.

La crise de l'humanité est d'abord une crise de direction. Les questions sociales et économiques ont conduit à la création d'institutions internationales pour organiser la coordination à l'échelle de la planète. La question environnementale élargit le champ de cet espace politique international en gestation. Mais, cet espace politique ne sera réellement efficace que lorsque les peuples dans un premier temps, le salariat dans un second temps, auront pu prendre leur place dans ce domaine où se règle leur destinée. Cet objectif de démocratisation des institutions internationales doit être au centre des préoccupations du socialisme.

Autour d'un enjeu central qui est celui de l'énergie, l'agenda politique environnemental impose de travailler en priorité deux axes : une redéfinition de la propriété publique et une relocalisation des moyens de production.

La gestion de la production énergétique va ainsi devenir un objet de lutte géopolitique intense, alors que la fin du pétrole s'annonce à moyen terme. La création d'un vaste pôle public de l'énergie est une réponse à la libéralisation débridée de ces dernières années. Avec EDF, GDF-Suez, Areva, la France dispose à elle seule d'outils importants pour jouer un rôle au niveau mondial dans la production énergétique et infléchir les choix faits (il est temps de préparer notamment un plan de moyen terme pour sortir du nucléaire). Encore faut-il que ces entreprises retournent dans le giron public ! Car la main invisible du marché risque de conduire à des dégâts bien visibles !

Cette question de la propriété publique doit d'ailleurs s'ouvrir à un cadre plus large : au-delà de la propriété d'un outil de production, la propriété publique des « biens communs » comme l'air ou l'eau doit être posée afin de se prémunir de toute privatisation de ces espaces indispensables à la vie.

La relocalisation des moyens est aussi indispensable pour restreindre la mobilité des marchandises (et non pas des personnes !), source d'une pollution croissante. Cette relocalisation aura plusieurs effets. La proximité producteurs - consommateurs devrait entraîner une amélioration de la qualité des produits (et de leur longévité !). La hausse de prix consécutive à cette amélioration de la qualité posera nécessairement la question du pouvoir d'achat, donc des salaires, donc du partage des richesses et du temps de travail. De plus, la proximité des centres de production devrait faciliter un retour des pouvoirs de régulation : les responsables de la production, présents physiquement sur leur territoire de diffusion seront sous la pression directe des salariés, des citoyens. De même, les autorités politiques pourront plus aisément s'inscrire dans une politique d'orientation de ces activités de production.

Bien évidemment, tout ce travail de transformation du fonctionnement du système économique doit se passer dans une logique multipolaire à l'échelle internationale. C'est-à-dire qu'une réelle politique d'accompagnement des pays du Sud, ateliers du Nord pour le moment, est indispensable afin de leur permettre également un développement autonome ou organisé à l'échelle continentale.

L'urgence écologique nécessite de bousculer le système de production et de redéfinir un nouveau modèle, qui ne sera viable que si la question sociale s'en trouve fondamentalement améliorée, partout dans le monde. L'éclairage nouveau de l'environnement nous ramène à un problème politique classique !

Simon Thouzeau et David Torrès

[1] *Le Figaro*, 1er décembre 2009.

[2] Ppm : partie par million en volume, soit l'équivalent de 1 molécule sur un million.